

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT CHAMPAGNE ARDENNE

REIMS, le 20 mai 2008

Groupe de Subdivisions de la Marne
10 Rue Clément Ader – BP 177 – 51685 REIMS cedex 2

Subdivision risques accidentels et carrières
☎ 03 26 77 33 59 ✉ 03 26 97 81 30
mel guy.girod.roux@industrie.gouv.fr
Nos réf. : GGR/LT SMr- n° D r i 2008-081/APR-MAI
Affaire suivie par Guy GIROD-ROUX

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Société RESINOPLAST à SAINT LEONARD-Demande de modification des conditions
d'exploitation
Réf. : Transmission du 6 septembre 2007 de Monsieur le Préfet de la Marne.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES **au CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET** **TECHNOLOGIQUES**

Par transmission du 6 septembre 2007, Monsieur le Préfet du département de la Marne nous adresse aux fins de rapport devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, le registre d'enquête publique concernant la demande présentée par la société RESINOPLAST, en vue d'obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitation de son établissement de fabrication de compounds vinyliques sur le territoire de la commune Saint Léonard.

I – PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Identification de l'établissement

Nom	: RESINOPLAST
Adresse du site	: lieudit la Coquesonne – 51500 SAINT LEONARD
Parcelles cadastrales	: 72 et 74 section Y commune de Saint Léonard
Superficie	: 43 690 m ² dont 9 357 m ² bâtis
Activité	: fabrication et commercialisation de compounds vinyliques
Code N.A.F.	: 241 L
Numéro SIRET	: 662.037.704.000100
Téléphone	: 03.26.85.75.00

DRIRE certifiée pour les activités d'inspection des installations classées, du développement industriel et des contrôles techniques



Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire

Adresse postale

Adresse : Chemin de Saint Léonard
Code postal : 51683
Commune : REIMS Cedex 2

Personne à contacter

Téléphone : 03.26.85.75.00

Renseignements généraux

Effectif : 129 personnes (en 2003)
Chiffre d'affaires : 73 millions d'euros
Nature des
matières utilisées : Résine de PVC (polychlorure de vinyle), plastifiants et adjuvants
Production : 48 000 t/an de compounds vinyliques en granulés ou poudres

II – SITUATION ADMINISTRATIVE

2.1 - Description sommaire

Depuis 1973, la société RESINOPLAST à SAINT LEONARD fabrique et commercialise des compounds vinyliques. Ces mélanges à base de PVC (polychlorure de vinyle) se présentent sous forme de granulés ou de poudres qui constituent des matières premières semi-ouvrées utilisées par des transformateurs de matières plastiques.

Les modifications successives de la nomenclature des installations classées se sont traduites par des changements de régime pour la société RESINOPLAST. Certaines de ces modifications ont fait l'objet de déclarations d'antériorité ou ont donné lieu à la délivrance d'un récépissé.

A l'heure actuelle, le site n'est réglementé par aucun arrêté préfectoral d'autorisation.

L'objectif du dossier est donc de régulariser la situation administrative de l'établissement. En effet, les derniers éléments portés à notre connaissance, soit l'utilisation de solvants à hauteur de 5 tonnes par jour, sont soumis à autorisation. L'établissement, qui avait recours auparavant à des solvants halogénés, en a cessé l'utilisation en 2006, même date à laquelle le transformateur au PCB (PolyChloroBiphényles) a été éliminé comme prévu par l'arrêté ministériel du 26 février 2003.

2.2 - Classement des installations et situation administrative

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Désignation	Rubrique	Régime	Quantité /unité	Coef. TGAP
Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels (emploi de) : pigments AT1 et AT2. La quantité de matière utilisée étant supérieure ou égale à 2 t/j	2640.2.a	A	5t/j	2
Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères ...) par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage segmentation à chaud, densification, etc ...), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 10 t/j. Capacité maximale par ligne : L1 120 t/j, L2 38 t/j, L3 32 t/j, L5 39 t/j, L6 15,6 t/j, L7 15,6 t/j, L8 24 t/j, L9 15,6 t/j	2661.1a	A	300 t/j	1

Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), le volume susceptible d'être stocké étant supérieure ou égal à 1 000 m ³ - magasin produit fini 1500m ³ . - matières premières en silos 4x200m ³ + 100 m ³ + 4x340 m ³ + 2x40 m ³ - matières premières en big-bag et sacs : 1 300 m ³ - extérieur : 500 m ³	2662.a	A	5 640 m ³	/
Installation de réfrigération ou compression sans fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW. Compresseurs air comprimé AT1 : 75 kW + 55 kW Compresseurs air comprimé AT2 : 90 kW + 90 kW Compresseurs air comprimé Local sprinkler : 3 kW Groupes frigo 199 kW + 178 kW	2920.2a	A	690 kW	/
Dangereux pour l'environnement A- très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	1172-3	DC	78 t	/
Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ .	1510.2	DC	30 000 m ³	/
, Installation de combustion constituée lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2MW mais inférieure à 20 MW. 2 chaudières : 1,752 MW + 1 MW	2910.A2	DC	2,752 MW	/

A : Autorisation **D** : Déclaration **NC** : Non classable

C : Soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512.11 du code de l'environnement.

III – SYNTHESE DES ETUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

La société a déposé, à l'appui de sa demande, un dossier qui analyse l'impact et les risques présentés par son projet.

3.1 – Etude d'impact

Eau :

Le site est alimenté en eau potable à hauteur de 2 700 m³/an.

L'établissement ne fait plus aucun prélèvement dans la nappe, depuis l'arrêt du fonctionnement en circuit ouvert de la réfrigération en 2006

Les eaux pluviales sont rejetées dans le réseau communal qui aboutit à la rivière Vesle.

Air :

Le site génère trois types de rejets gazeux :

- des poussières correspondant aux matières solides constituant les compounds vinyliques (soit principalement du PVC et de la craie) pour un rejet total d'environ 4,5 kg/jour.
- des COV (Composés Organiques Volatils) issus des plastifiants utilisés dans la fabrication des compounds vinyliques pour un rejet total d'environ 8 kg/jour (en équivalent carbone)
- des NOx (Oxydes d'azote) pour un rejet total de 6,3 kg/jour environ, générés par les 2 chaudières au gaz naturel de l'usine.

Bruit :

L'usine, située en zone industrielle, n'est pas à l'origine de nuisances sonores importantes .

Par ailleurs, des silencieux ont été mis en place en 2000 sur tous les surpresseurs des ateliers ainsi qu'à l'échappement des circuits de convoyage pneumatique.

Déchets :

Le site génère environ 330 t/an de déchets (70% de déchets industriels banals et 30 % de déchets industriels spéciaux). L'exploitant a proposé par mél du 13 mai 2008, une mise à jour du tonnage de ses déchets à savoir 345 t/an de déchets industriels banals et 140 t/an de déchets industriels spéciaux.

Les déchets sont triés et traités par des filières agréées.

100 % des déchets sont valorisés (recyclage ou valorisation énergétique).

Trafic :

Outre le trafic généré par les 130 employés du site, le trafic routier lié à la livraison des matières premières et à l'expédition des produits finis représente environ 20 camions/jour.

De par sa localisation proche des grandes infrastructure routières, en périphérie urbaine et en zone industrielle, le trafic routier n'affecte que peu les communes avoisinantes.

Odeurs :

Le site ne génère pas d'odeur significative susceptible de gêner le voisinage.

Remise en état :

En cas de cessation d'activité, l'exploitant précise que les utilités seront coupées et que les déchets seront évacués. Saisi pour avis sur le dossier complet, le conseil municipal de Reims n'a pas émis d'objection sous réserve des conclusions motivées des commissaires enquêteurs. La communauté de communes, saisie pour avis sur le dossier par lettre préfectorale du 18 mai 2007, n'a pas émis d'avis.

3.2 – Etude des risques sanitaires

La sélection d'agents contribuant au risque sanitaire n'a identifié aucun polluant traceur de risque rejeté à des concentrations supérieures à leur valeur toxicologique de référence. L'évaluation du risque sanitaire a donc été stoppée au premier niveau d'approche.

En conclusion, au regard des hypothèses formulées, de l'environnement, des techniques disponibles et des valeurs toxicologiques de référence existantes à ce jour, un risque sanitaire lié aux activités exercées par RESINOPLAST peut être exclu.

3.3 – Etude de dangers

Trois scénarios de phénomènes accidentels ont été développés dans l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation. Seul le scénario correspondant à l'incendie du magasin de produits finis présente des flux thermiques qui sortent des limites de propriété.

1-Explosion d'un boisseau de stabilisant situé à 38 m des limites de propriété

L'explosion d'un boisseau de stabilisant (Stéarate de calcium) de 0,5 m³ génère les zones de pressions suivantes :

140 mbars*	5 mètres
50 mbars*	10 mètres
20 mbars*	20 mètres

2- L'explosion d'un nuage de DRYSQL (produit pulvérulent utilisé comme plastifiant) situé à 53 m des limites de propriété

Le DRYSQL est utilisé dans l'étude de dangers pour modéliser les effets.

Cette explosion dans un filtre de 2,5 m³ donne une zone des effets létaux de 7 mètres et une zone des effets irréversibles de 14 mètres. La zone des 20 mbars est de 29 m.

3- Incendie du magasin de produits finis et des moyens de détection/intervention associés

Le bâtiment est constitué par des murs en parpaings, un toit en bardages et tôles métalliques présentant des ouvertures recouvertes de plaques en plastique translucide. Le sol est en béton.

La partie du local où sont entreposées les palettes de PVC représente une surface totale d'environ 4000 m² (100m*40m).

Cette partie du bâtiment est séparée des autres parties (citernes et fûts d'huiles lourdes) par des murs en parpaings.

Les palettes de PVC sont stockées sur 2 niveaux.

Des travées entre les palettes permettent la manutention et constituent autant de zones pour ralentir ou stopper la propagation d'un feu.

Un réseau de sprinklage se déclenche automatiquement dès qu'un dégagement de chaleur est détecté (T≥68°C) et permet d'intervenir immédiatement en cas de départ de feu.

Le débit d'eau déversé est de 7.5 l/m²/mn.

Quand l'alarme du sprinkler se déclenche, cette dernière est relayée à une télésurveillance qui appelle le poste de garde de RESINOPLAST. Si l'incendie est confirmé, les pompiers sont appelés.

Produits stockés:

PVC sur palette: quantité maxi = environ 1600 tonnes

Palettes en bois : 22 tonnes

Cartons d'emballage : 6 tonnes

La quantité de matières combustibles sur le site est estimée à 3000 tonnes (cf. le tableau de nomenclature, rubrique n°1510, page 3).

Déroulement de l'accident:

Indépendamment des mesures de prévention et des moyens de détection et d'intervention qui équipent le bâtiment et qui permettraient de circonscrire rapidement tout début d'incendie, on considère ici le scénario majorant d'un incendie généralisé à l'ensemble du local de stockage des produits finis et qui s'étendrait à la totalité du PVC solide stocké.

Compte-tenu de la vitesse de combustion du PVC (16 g/m²/s), le débit des gaz de combustion du PVC serait de 64 kg/s et la durée du feu serait d'environ 7 heures. Le débit d'acide chlorhydrique dégagé par la combustion serait de 37.4 kg/s. Les fumées seraient évacuées par le toit du bâtiment situé à 6 m de hauteur, par le biais d'exutoires. Il n'y aurait aucun impact toxique.

¹ Selon l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation :

- zones 200 mbar et 8 kW/m² : seuil des effets létaux significatifs délimitant la « zone des dangers très graves pour la vie humaine » ;
- zones 140 mbar et 5 kW/m² : seuil des effets létaux délimitant la « zone des dangers graves pour la vie humaine » ;
- zones 50 mbar et 3 kW/m² : seuils des effets irréversibles délimitant la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine » ;
- zone 20 mbar : seuils des effets délimitant « la zone des effets indirects par bris de vitre sur l'homme ».

Effets sur l'environnement:

a) Effets thermiques

Les flammes pourraient atteindre en régime établi une hauteur de 20 m environ.

Le flux thermique maximal à la source serait de 26 kW/m^2 , soit une valeur relativement faible, mais qui s'explique par la quantité importante de chlore présente dans les produits stockés. En tenant compte de l'effet d'abaissement du rayonnement thermique modélisé dans l'étude de dangers, les flux atteignent 22 m pour le seuil d'effets létaux et 33 m pour les seuils d'effets irréversibles.

Les flux thermiques létaux toucheraient la voie de desserte de l'établissement près des voies SNCF, les flux thermiques irréversibles toucheraient le chemin de desserte le long du parking et de l'atelier 2 ainsi que la voie ferrée sur une longueur de 90 m. Les principes de comptage annexés à la circulaire du 28 décembre 2006 relative à la mise à disposition du guide d'élaboration et de lecture des études de dangers pour les établissements soumis à autorisation avec servitudes et des fiches d'application des textes réglementaires récents donnent, après calculs pour une fréquentation de 27 trains au maximum par jour, **moins d'un tiers* exposé en permanence dans les zones d'effets irréversibles** et **aucun tiers dans les zones d'effets létaux**, ce qui induit une **gravité modérée** selon l'annexe II de l'arrêté du 29/9/2005 relatif à l'évaluation et la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Par conséquent, une procédure d'alerte permanente de la SNCF devra être mise en place.

b) Prévention / protection incendie

Tout le site excepté le bâtiment administratif est équipé d'un réseau de sprinklage. Des essais hebdomadaires sont réalisés par le Service Maintenance pour vérifier le bon fonctionnement du dispositif. Le réseau de sprinklage est alimenté par deux réserves d'eau d'un volume total de 360 m^3 reliées au réseau public. Un groupe thermique à démarrage automatique injecte l'eau sous pression dans l'installation qui est ensuite distribuée par 1341 têtes sprinklers qui se déclenchent dès 68°C . Le débit par tête de sprinkler est de 10 l/mn/m^2 . Le déclenchement du sprinklage est relayé par une alarme incendie spécifique à cet équipement permettant d'avertir le personnel sur site.

Des extincteurs sont déployés conformément à la règle APSAD idoine. Le site est également équipé de Robinets Incendie Armés (RIA). Ce dispositif, de par son implantation, permet d'intervenir par jets opposés, d'une zone à l'autre en utilisant sa longueur totale. Chaque RIA couvre un rayon de 30 m.

Une centrale d'alarme équipée de relais permet de relayer l'alerte.

Des dispositifs de détection de fumée sont présents dans les locaux sensibles (distributions électriques, local TGBT, salle des transformateurs AT 1, salle de relaying pesage AT 1, synoptique de la Ligne 8). Ils activent une série de sirènes qui sont transmises à la télésurveillance.

La détection incendie est contrôlée semestriellement et maintenue en état par une société de maintenance agréée.

Des issues de secours sont prévues de sorte que tout point ne soit pas distant de plus de 40 m de l'une d'elles. Les portes servant d'issue vers l'extérieur sont munies de ferme-portes et s'ouvrent facilement dans le sens de la sortie. Toutes les portes sont repérables par des inscriptions visibles en toute circonstance et leur accès est balisé.

(*on compte 0,4 personne exposée en permanence par km de voie touchée par les zones d'effet et par train)

Des plans précisent les positions des extincteurs, des RIA et des issues de secours.

Tous les bâtiments sont implantés à une distance d'au moins 10 m des limites de propriété.

Les matériels de lutte incendie et de secours sont régulièrement entretenus et vérifiés au moins 1 fois par an. Le personnel est formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

Poteaux Incendie : L'usine est quadrillée par 4 poteaux incendie localisés à moins de 200 mètres des bâtiments (dont 3 à moins de 100 mètres) et permettent aux sapeurs pompiers d'alimenter les véhicules et le matériel de lutte contre l'incendie.

IV – INSTRUCTION DE LA DEMANDE

A – ENQUETE PUBLIQUE

Une enquête publique d'un mois s'est tenue en Mairie de SAINT LEONARD, du 11 juin au 11 juillet 2007.

Aucune remarque n'a été consignées dans le registre d'enquête publique.

Le commissaire enquêteur émet un avis favorable à ce projet.

B – COMMUNES ET COMMUNAUTE DE COMMUNES CONCERNEES

Commune de Taissy :

Par délibération du 28 juin 2007, le conseil municipal de Taissy émet un avis favorable à la demande formulée par la société RESINOPLAST.

Commune de Cormontreuil :

Par délibération du 23 mai 2007, le conseil municipal de Cormontreuil émet un avis favorable à la demande formulée par la société RESINOPLAST.

Commune de Reims :

Par délibération du 25 juin 2007, le conseil municipal de Reims n'a pas émis d'objection sous réserve des conclusions motivées des commissaires enquêteurs à la demande formulée par la société RESINOPLAST.

Commune de Sillery :

Par délibération du 11 juin 2007, le conseil municipal de Sillery émet un avis favorable à la demande formulée par la société RESINOPLAST.

C – AVIS DES SERVICES ADMINISTRATIFS

1) Direction départementale de l'équipement

Par lettre en date du 22 juin 2007, le Directeur départemental de l'équipement formule les observations suivantes :

" Vis à vis du Schéma Directeur (SD) valant Schéma de Cohérence Territoriale(SCoT)

Le site de la société RESINOPLAST est situé en « zone agglomérée actuelle » au SD valant SCoT de la région rémoise approuvée le 07 avril 1992 et modifié 2 fois, une première fois le 04 mars 2004 (D.U.P de Bazancourt) puis une deuxième fois le 10 septembre 2005 (extension du site de Bazancourt et zones d'activités sur l'axe A 34).

Ce type de zone englobe toutes les activités, y compris les installations soumises au régime des « installations classées ». Le site de la société RESINOPLAST est donc compatible avec les orientations du SD valant SCoT. Pour information, le SD est en cours de révision pour devenir SCoT définitivement.

Vis à vis du Plan d'Occupation des Sols (POS) valant Plan Local d'Urbanisme

Le POS valant PLU de la commune de SAINT -LEONARD a été révisé et approuvé le 15 mars 2002. Le site de la société RESINOPLAST est situé en zone UXa. Cette zone est concernée par les

risques technologiques générés par la société ARIES INDUSTRIES : périmètres d'isolement ZI et Z2.

« La zone UXa est affectée aux activités industrielles, artisanales, aux commerces et aux services. Mais compte tenu de la proximité de la zone d'habitat du village, il n'est autorisé que les créations, aménagements, transformations et extensions des installations dès lors qu'elles n'entraînent aucune aggravation des risques et nuisances pour les zones urbanisées et les zones d'urbanisation futures. »

En fait, le règlement admet « les installations classées, sauf celles mentionnées à l'article UX2 » et « les aménagements d'installations classées existantes, sous réserve qu'ils participent à la réduction des nuisances causées par ces installations »

Le règlement interdit « les constructions et activités classées de toute nature pouvant présenter des dangers et risques industriels aggravants pour le voisinage des zones d'habitation actuelles et futures. »

Pour ce qui est du site « RESINOPLAST », il s'agit en fait de pérenniser un existant du fait de l'évolution de la nomenclature des I.C.P.E.

Le site de la société RESINOPLAST est compatible avec le zonage et le règlement du , document d'urbanisme en vigueur.

Pour information et prise en considération

Les Servitudes d'Utilité Publique (SUP) suivantes grèvent les terrains du site de la société RESINOPLAST:

SUP I4 : servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques. Servitudes en domaine publique, le long de la propriété de la société RESINOPLAST.

SUP T1 : servitudes relatives aux chemins de fer. Il s'agit de la proximité immédiate de la ligne SNCF/RFF Reims - Châlons en Champagne avec trafic voyageurs et marchandises.

SUP T7 : servitudes aéronautiques hors zone de dégagement. Sans objet pour le site.

A proximité peu éloignée: la SUP AS1 : périmètre éloigné du captage de Fléchambault et périmètre rapproché du captage de Coureaux.

Le site est soumis à l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2001 réglementant le bruit aux abords du tracé des routes nationales: RN 44/250 mètres et aux abords des voies ferrées: ligne SNCF citée en SUP T1/250 mètres.

Pour information, si un périmètre d'isolement est établi en dehors de la propriété de la société RESINOPLAST, celui-ci touchera: la zone UXa du POS de Reims et la ZAC Saint-Léonard, PAZ du 26 février 1974 et bien sur le POS de Saint-Léonard.

En conclusion, j'émet donc un avis favorable sur le dossier présenté en effet il s'agit de la pérennisation d'une situation existante."

2) Direction départementale de l'agriculture et de la forêt

Par lettre en date du 2 août 2007, le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt émet la remarque suivante :

"Les connexions entre les différents circuits d'eau doivent être sécurisées pour éviter tout refoulement dans le réseau d'eau potable public. »."

3) Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile

Par lettre en date du 29 mai 2007, le Directeur du Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile fait connaître que la réalisation de ce projet n'appelle pas d'objection de sa part.

4) Direction départementale des services d'incendie et de secours

Par lettre en date du 27 juin 2007, le Directeur départemental des services d'incendie et de secours formule les observations suivantes :

1 – Desserte - accessibilité

↳ Voie utilisable par les engins :

- Largeur: 3 m, bandes réservées au stationnement exclues

- Force portante calculée pour un véhicule de 160 KN (avec un maximum de 90 KN par essieu ceux-ci étant distants de 3,60m au minimum).
- Résistance au poinçonnement: 80N/cm² sur une surface maximum de 0.20m².
- Rayon intérieur minimum: 11 m
- Surlargeur $S = 15/R$ dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 m (S et R, surlargeur et rayon intérieur étant exprimés en mètres).
- Hauteur libre: 3,50 m.
- Pente inférieure à 15 %.

2 - Défense incendie

S'assurer de la présence d'organes d'interconnexion entre les deux réserves incendie. Dans le cas contraire, aménager une aire d'aspiration permettant d'accéder à la deuxième réserve incendie.

Assurer la défense externe contre l'incendie par 4 poteaux d'incendie normalisés assurant un débit unitaire de 60 m³/h sous 1 bar de pression dynamique et un débit simultané de 240 m³/h sous 1 bar de pression dynamique.

Le premier appareil étant implanté à moins de 100 mètres de l'entrée principale du bâtiment. Les autres appareils étant espacés de 150 m au plus les uns des autres.

Un tiers des besoins en eau devra être, au minimum, disponible sur un réseau sous pression.

Dans la mesure où le réseau hydraulique ne permettrait pas l'alimentation des poteaux d'incendie, la défense devra être assurée à partir de points d'eau d'une capacité unitaire de 120m³ par appareil manquant conformes aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

Les points d'aspiration doivent toujours être d'un accès facile et aménagés au plus près des réserves ou points d'eau naturels afin de constituer des aires ou plates-formes dont la superficie sera telle que la manœuvre des engins et la manipulation du matériel puissent s'effectuer aisément. Cette superficie sera au minimum de 32 m² (8m de longueur sur 4m de largeur pour les autopompes). La hauteur pratique d'aspiration ne devra pas dépasser 5m au-dessous de l'axe de la pompe avec une immersion de la crépine de 0,80m au-dessous du niveau le plus bas du plan d'eau. Ces points d'aspiration seront utilisables en tout temps, à tout moment et signalés par des pancartes très visibles.

3 - Rétention des eaux d'extinction

L'établissement doit être en mesure de contenir la totalité des volumes tels que définis dans les chapitres 3,4, 5 et 6 du document technique D9A.

L'étude de ce dossier vise exclusivement la desserte et la défense extérieure contre l'incendie.

Sous réserve que les remarques ci-dessus référencées soient appliquées, j'émet un avis favorable à cette demande d'autorisation d'exploiter. »

5) Direction régionale de l'environnement

1^{er} avis

Par lettre en date du 6 juillet 2007, le Directeur régional de l'environnement nous fait savoir que le dossier présenté appelle de sa part les remarques suivantes :

" Il conviendra de préciser s'il y a séparation entre les eaux de toitures et celles de voiries. Ces dernières devront être prétraitées, dessablage, déshuilage avant raccordement au réseau pluvial.

Il devra aussi être précisé le lieu de rejet dans le milieu naturel du réseau pluvial communal.

Aucun élément ne définit les mesures éventuellement prises pour confiner et / ou traiter les eaux d'extinction en cas d'incendie.

De même la gestion des cuves de rétention (évacuation des produits, nettoyage...) sur les stockages des divers produits liquides n'est pas explicite dans le dossier. Des précisions sur ces points doivent être apportées.

J'émet un avis favorable au projet, sous réserve que le pétitionnaire apporte les précisions demandées et mette en place les dispositifs de traitement qui pourraient s'avérer manquants, au vu de ces précisions."

2ème avis :

Par lettre en date du 24 août 2007, le Directeur régional de l'environnement nous fait savoir que la réponse de l'exploitant appelle de sa part les remarques suivantes :

« La réponse apportée par Résinoplast permet de lever nos réserves émises sur ce qui concerne les eaux d'extinction d'incendie et leur confinement.

Par contre, Résinoplast précise qu'il n'y a pas de séparation des eaux de toiture de celles de la voirie. Par conséquent, un pré-traitement (dessablage et déshuilage) de l'ensemble des eaux pluviales collectées (toiture et voirie) devra être mis en place avant leur rejet dans le réseau d'eaux pluviales.

J'émet un avis favorable au projet sous réserve de la mise en place de ce système de pré-traitement des eaux pluviales. »

6) Direction départementale du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle de la Marne

Par lettre en date du 26 juin 2007, le Directeur départemental du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle de la Marne porte à notre connaissance que le dossier présenté appelle les observations suivantes :

« L'organisation et les moyens décrits dans l'étude d'impact et l'étude de dangers, laissent penser que l'entreprise répond en grande partie à ses obligations réglementaires en matière de santé au travail. Il est cependant nécessaire d'actualiser certaines références réglementaires de la notice d'hygiène et de sécurité et d'y inclure des compléments :

1/ La réglementation en matière de prévention du risque chimique et des expositions aux agents CMR a été modifiée par les décrets n° 2003-1254 (art R.231-54 et suivants du code du travail) et 2001-97 (art R 231-56 et suivants du code du travail). La conformité de l'établissement devra être vérifiée au regard de cette nouvelle réglementation, qui place notamment le principe de substitution des produits les plus dangereux en amont des mesures de prévention du risque à mettre en œuvre. De plus, la notice traite encore des expositions au plomb alors que les produits en contenant ont été éliminés de l'entreprise depuis 2005.

2/La réglementation relative à la prévention des risques dus au bruit a également évolué. Le décret 2006-892 (art. R.231-125 et suivants du CT) a modifié les valeurs limites d'exposition au bruit. Il introduit des valeurs d'exposition déclenchant des actions de prévention obligatoires pour l'employeur. La cartographie des sources sonores de l'usine devra être comparée à ces nouveaux seuils réglementaires. Les affichages réglementaires, ainsi que le document d'accueil HSE annexé à l'étude de dangers, devront notamment être mis à jour.

3/ La prévention des risques liés à la présence d'ATEX (art. R. 232-12-23 à R 232-12-29 du CT) n'est pas traitée dans la notice hygiène et sécurité alors que le dossier ICPE fait plusieurs fois référence à une étude ATEX lancée en 2004. Il apparaît pourtant que les caractéristiques d'explosivité du PVC sont largement étudiées dans l'étude de dangers :

- *Quels sont les résultats de l'évaluation des risques d'explosion ?*
- *Le zonage a-t-il été établi ?*
- *Les mesures de prévention ont-elles été déterminées ?*

4/ Le diagnostic amiante, réalisé en 1996 (voir page 4.36 étude d'impact) ne portait que sur la recherche d'amiante les calorifugeages et les flocages. L'entreprise devra donc faire réaliser, par un opérateur compétent, un repérage étendu afin de compléter son DTA (art R 1334-26 et annexe 13-9 du CSP).

Enfin, étant donné qu'il s'agit d'une régularisation du dossier d'autorisation pour les installations existantes, il serait appréciable que la notice hygiène sécurité comporte une partie intégrant les résultats du document unique d'évaluation des risques.

D – REPOSE DE L'EXPLOITANT

Par lettre en date du 3 octobre 2007, nous avons fait part à la société RESINOPLAST de l'avis de la direction départementale du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle de la Marne. Elle nous a répondu le 15 octobre 2007 :

que : « Notre dossier de régularisation administrative d'autorisation d'exploiter a été déposé en août 2006 avec les documents actualisés à cette période. Les copies du dossier original ont été faites à l'identique, sans y intégrer l'actualisation de nos documents.

- Concernant les CMR, nous avons mis en place au 1^{er} semestre de cette année un tableau de suivi des substitutions, reprenant les études de remplacement possible. Notre livret d'accueil sécurité a été réactualisé, et ne fait plus mention de l'exposition au plomb.
- Concernant le bruit, notre livret d'accueil reprend la nouvelle réglementation, et les zones 'protections obligatoires' et 'fortement conseillée' ont été révisées.
- Concernant l'Atex, notre livret d'accueil sécurité actuel ne cite pas le terme Atex, mais le risque explosion y est inclus. Par ailleurs nous sommes à l'heure actuelle dans une refonte totale de notre documentation 'accueil Sécurité', qui fera référence à l'Atex.
- L'étude Atex lancée en 2004 n'a pas été poursuivie pour cause d'approche trop complexe. Nous nous sommes donc rapproché d'un prestataire extérieur, la société Inburex, qui a établi le zonage des 2 ateliers, l'un après l'autre. Ce zonage sera validé définitivement avant la fin de ce mois d'octobre. La classification des zones de l'atelier 1 a été listée. La classification de l'atelier 2 sera entreprise dans des délais courts. Par la suite nous prévoyons d'établir le recensement des matériels par l'intermédiaire d'un prestataire extérieur type Apave.
- Concernant le diagnostic amiante, celui-ci a été revu en juillet de cette année. Les conclusions font apparaître une présence d'amiante dans un faux plafond, dont un contrôle périodique doit être réalisé tous les 3 ans, et dans des dalles de sol, jugées en bon état de conservation
- Concernant les résultats du document unique à intégrer dans notre livret sécurité, nous attendrons d'avoir terminé la refonte totale de ce document en cours de changement. Cette révision a pour but de nous aligner sur la grille de notation préconisée par notre groupe. »

Par lettre en date du 12 juillet 2007, nous avons fait part à la société RESINOPLAST de l'avis de la direction régionale de l'environnement. Elle nous a répondu le 3 octobre 2007 :

que : « Il n'y a pas de séparation entre les eaux de toitures et celles de voiries. Quant à envisager un prétraitement des eaux avant raccordement des eaux pluviales, nous préférons reporter notre réponse après le retour de notre spécialiste dans le domaine, actuellement en congés.

Le lieu de rejet dans le milieu naturel est précisé dans notre dossier au point 1.3.1.5 page 4.13 : dans la rivière « Vesle » sur le territoire de la commune de Taissy, au lieu-dit « Le marais de la motte ».

Le confinement et le traitement des eaux d'incendie sont explicités au paragraphe 5.5.5.3, page 5.65 de notre dossier: la totalité des eaux souillées seraient récupérées par pompage et expédiées vers un centre de traitement agréé.

Concernant les cuves de rétentions sur les stockages de produits liquides, nous prévoyons, en cas de nettoyage, ou d'évacuation la même procédure que pour la fosse de rétention du dépotage plastifiant: voir notre liste de renseignements sur les déchets, page 2/2, entre la page 4.23 et 4.24 de notre dossier: eau de fosse: Sogessae (transporteur), Sitrem (éliminateur final). »

V – ANALYSE ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

De l'analyse du dossier de demande d'autorisation et des éléments complémentaires transmis par l'exploitant à la demande de l'inspection des installations classées, les points suivants nécessitant une mise en conformité ont été détaillés et sont intégrés au projet d'arrêté préfectoral :

les trappes de désenfumage (exutoires de fumées) :

Au regard des éléments qui sont en notre possession ainsi que d'après les compléments transmis par l'exploitant le 4 mars 2008, il apparaît que les trappes de désenfumage sont présentées à la page 5.10 de l'étude de dangers comme un moyen de maîtrise du risque de décomposition / inflammation du PVC. Elles ont par ailleurs été définies en tant qu'action corrective suite à un incendie qui s'est produit le 21 août 1973 dans l'établissement et qui a partiellement détruit l'entrepôt de l'usine. En outre, le donner acte du 4 avril 1985 transmis par l'exploitant et concernant une extension partielle de ses capacités de stockage soumise à déclaration au titre de la rubrique 272-A-e2 des installations classées (« emploi de matières plastiques ») prévoyait déjà une "évacuation des fumées par exutoires à lamelles à commande automatique et manuelle (1 % de surface)." Enfin, les services d'incendie et de secours, dans leur avis du 27 juin 2007, reprennent la notion de désenfumage des locaux à hauteur de 2 % de la surface au sol dans leur notice de sécurité.

Compte tenu de ces éléments et au regard du risque présenté par les produits stockés (en termes de flux thermiques sortant des limites de propriété et de produits de décomposition du PVC), l'établissement devra se mettre en conformité avec la prescription suivante :

"Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation."

Cette prescription émane notamment de l'arrêté type concernant le stockage de polymères (rubrique n°2662) qui, si elle ne s'applique pas de droit sur un établissement existant soumis à autorisation pour cette rubrique, demeure proportionnée aux risques présentés par l'établissement.

Par envoi complémentaire du 16 juillet 2007, l'exploitant avait signalé qu'il ne pourra se mettre en conformité avec cette prescription pour des raisons économiques en mentionnant un coût global de 320 000 euros, sans qu'aucun devis spécifique au site n'ait été joint.

Compte tenu du manque d'éléments techniques et économiques étayant cette position, l'inspection des installations classées propose de maintenir la prescription en l'état dans le projet d'arrêté préfectoral avec une échéance de réalisation des travaux sous 6 mois.

les réserves et poteaux incendie :

les services d'incendie et de secours ont prescrit les mesures suivantes (voir p8) :

"S'assurer de la présence d'organes d'interconnexion entre les réserves incendie. Dans le cas contraire, aménager une aire d'aspiration permettant d'accéder à la deuxième réserve incendie.

Assurer la défense externe contre l'incendie par 4 poteaux [...]. Le premier appareil étant implanté à moins de 100 mètres de l'entrée principale du bâtiment. Les autres appareils étant espacés de 150 m au plus les uns des autres."

Le donner acte du 4 avril 1985 prescrivait également la mesure suivante : "une bouche incendie est implantée à l'extérieur de la propriété à 20 m environ de l'accès à l'usine".

L'exploitant a répondu, dans son courriel du 29 février 2008, qu'il ne pourrait interconnecter les deux réserves incendie.

Quant à l'implantation des poteaux incendie, cette dernière ne respecte ni les préconisations des services d'incendie et de secours, ni la prescription du donner acte de 1985.

Compte tenu de ces éléments, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire une proposition de mise en conformité de son établissement avec les moyens de défense incendie préconisés par les services d'incendie et de secours (aménagement de l'aire d'aspiration permettant d'accéder à la deuxième réserve incendie et en revoyant l'implantation des poteaux incendie existants afin qu'ils répondent aux exigences des services d'incendie et de secours sous 6 mois.

la rétention des eaux d'extinction incendie :

concernant les derniers éléments transmis par l'exploitant sur le dimensionnement de la rétention des eaux d'extinction intégrant la rétention déportée des canalisations d'eaux pluviales, le volume d'eau mobilisé par le fonctionnement des sprinklers n'a pas été pris en compte. Compte tenu de la configuration existante, la profondeur de la rétention atteinte en cas d'incendie serait la suivante (détail du raisonnement ci-après) : Soit 480 m³ de besoin en défense incendie due aux poteaux, 80m³ dus aux intempéries éventuelles et 360 m³ dus au sprinklage, l'exploitant prévoit d'en renvoyer 285 m³ dans des capacités étanches à proximité et de confiner 140m³ dans le réseau d'eau pluviales, le

reste pouvant être retenu par les quais qui présentent pour une hauteur de 1m, environ 1000 m³ de rétention.

L'exploitant prévoit donc de retenir (480+80+360-285-140) soit environ 500 m³ représentant par déduction une hauteur d'eau d'environ 50 cm.

L'article 6.1 du document technique D9A (Guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction) limitant la profondeur de la rétention à 20 cm, l'exploitant devra mettre en place tout dispositif permettant de limiter la profondeur de rétention sur les quais de chargement à la hauteur de 20 cm. L'exploitant fera sous 6 mois une proposition de mise en conformité qui devra recueillir l'accord du SDIS. Les moyens précédemment définis seront à mettre en place dans un délai d'un an. Ces délais sont à compter de la notification du présent arrêté.

Flux thermiques et ligne SNCF

Une procédure d'alerte permanente de la SNCF est mise en œuvre en cas d'événement susceptible d'affecter la voie ferrée de trafic voyageur située à 10 m de la clôture, au Nord de l'établissement et sera testée au minimum une fois par an. Cette procédure comprend a minima les coordonnées téléphoniques régulièrement mises à jour du service SNCF à joindre en cas d'accident

pré-traitement des eaux pluviales

Le pré-traitement (dessablage et déshuilage des eaux pluviales avant rejet est à mettre en place avant rejet dans la Vesle, dans un délai de 3 mois, tel que le précise le deuxième avis de la DIREN. Les eaux rejetées dans la Vesle auront une teneur en HCT de 5 mg/l.

protection des réseaux d'eau publique

Par rapport aux demandes de la DDAF vis à vis de la sécurisation des connections entre les différents circuits, notre projet d'arrêté préfectoral précise :

« Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement. »

amiante

L'état des faux plafonds et des dalles de sols contenant de l'amiante devra être vérifié tous les 3 ans.

VI – INFORMATION SUR LES RISQUES INDUSTRIELS

Conformément à la circulaire du 4 mai 2007 relative au porter au connaissance « risques technologiques » et maîtrise d'urbanisation autour des installations classées, et dans une perspective conservatoire, l'inspection des installations classées préconise de retenir une classe de probabilité des phénomènes dangereux étudiés comprise entre A et D sur l'échelle définie par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005. Dans cette perspective et en application de cette circulaire, les zones d'effets létaux et irréversibles doivent être traduites en mesures de maîtrise de l'urbanisation. Compte tenu de ces préconisations, et des données et conclusions des documents constituant l'étude de dangers, et notamment des mesures de sécurité mises en place, les scénarios résiduels et distances d'effets suivants sont à considérer autour de l'établissement Résinoplast à Reims :

EXPLOSION ¹	SURPRESSIONS	
incendie magasin produit fini	5 kw/m ²	22 mètres
	3 kw/m ²	33 mètres

¹ Selon l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation :

- zones 140 mbar et 5 kW/m² : seuil des effets létaux délimitant la « zone des dangers graves pour la vie humaine » ;
- zones 50 mbar et 3 kW/m² : seuils des effets irréversibles délimitant la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine » ;

Les distances d'effet à considérer sont représentées sur le plan figurant en annexe du projet d'arrêté ci-joint.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de porter à la connaissance de Monsieur le Maire de la commune de Reims et à la direction départementale de l'équipement de la Marne ces éléments, de façon à ce qu'ils soient traduits en termes de mesures de maîtrise de l'urbanisation et qu'il en soit tenu compte dans les documents d'urbanisme de la commune.

VII – CONCLUSION

Consulté sur le projet d'arrêté préfectoral le 14 avril 2008, l'exploitant y a répondu le 28 avril 2008.

Ses principales remarques portent sur :

- les exutoires de fumée : l'exploitant réitère son incapacité à mettre en conformité de façon économiquement viable la surface de toiture requise sans pour autant fournir d'éléments chiffrés opposables ;

-le dispositif de pré-traitement des eaux pluviales : l'exploitant sollicite un délai d'un an contre les 3 mois initialement proposés. Le délai d'un an étant conséquent au regard du dispositif à mettre en place, l'inspection des installations classées propose de ramener l'échéance à 6 mois.

-la mise en conformité de la réserve incendie :l'exploitant nous propose de fixer un délai dès lors qu'il aura rencontré les pompiers. Dans la mesure où aucun délai n'est proposé et compte tenu de l'importance de la conformité de la défense incendie du site au regard des produits manufacturés et stockés, nous proposons de maintenir la prescription et l'échéance associée en l'état.

-les déchets : l'exploitant ne souhaitait pas, dans un premier temps, détailler le tonnage de ses déchets. A la demande de l'inspection des installations classées, ce dernier a transmis le 13 mai 2008, un tableau mettant à jour les déchets générés par les activités de l'établissement. Ce tableau a été intégré dans le projet d'arrêté préfectoral.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect des prescriptions édictées dans le projet d'arrêté ci-joint, nous proposons aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable à la demande présentée par la société RESINOPLAST sans modification de l'échéancier initialement proposé hormis le délai de mise en place du pré-traitement des eaux pluviales qui est porté à 6 mois.

Rédacteur	Validateur, approbateur
L'inspecteur des installations classées	L'inspecteur des installations classées
signé	signé
Guy GIROD-ROUX	Hélène COPIN

